

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



Déclaration du
Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
à l'occasion de la
semaine du désarmement

Le 23 octobre 1984

A l'occasion de la semaine du désarmement des Nations Unies, nous ne pouvons que nous inquiéter de l'absence de progrès réels dans le secteur du contrôle des armements et du désarmement au cours de l'année écoulée. Les négociations sur le contrôle des armes nucléaires marquent le pas alors que d'autres négociations souffrent du climat actuel des relations Est-Ouest. On procède à la mise au point de nouvelles armes nucléaires et davantage de pays se dotent d'une capacité nucléaire. Bien que le Canada ne soit pas doté de l'arme nucléaire et qu'il n'ait plus, depuis juillet de cette année, d'armes atomiques stationnées sur son sol, les Canadiens savent qu'ils n'échapperaient pas aux conséquences d'un conflit nucléaire. C'est pourquoi le gouvernement du Canada accorde la plus haute priorité à la recherche de la paix et de la sécurité. Nous reconnaissons qu'il s'agira davantage de désengager très graduellement le monde de l'actuel climat d'affrontement nucléaire plutôt que de le catapulter vers la paix par quelque grand dessein. Nous travaillons étroitement avec nos alliés afin d'explorer les façons de réduire les tensions et de créer les conditions nécessaires à une paix durable. Nous engagerons un dialogue constructif avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est afin d'aider à améliorer les relations Est-Ouest.

Le gouvernement a nommé M. Douglas J. Roche, un distingué Canadien depuis longtemps associé à la cause de la paix et du désarmement, comme ambassadeur pour le désarmement. À ce titre, il représentera le Canada à la Première commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et dans d'autres instances. Il conseillera le gouvernement sur les questions relatives au contrôle des armes et au désarmement et jouera un important rôle de liaison avec le public, maintenant un contact étroit avec les organisations non gouvernementales et les autres intervenants qui s'intéressent à la cause du désarmement et du contrôle des armements au Canada.

Le gouvernement continuera de favoriser le développement d'une opinion publique informée au Canada. Son Fonds du désarmement, dont la dotation a été augmentée cette année à plus de 700 000 \$, sert à aider des particuliers et des organisations non gouvernementales à mener à bien leurs projets. En réponse à une demande d'aide d'une coalition de vingt-six associations de femmes canadiennes, qui organise une conférence internationale sur l'"Urgence d'une vraie sécurité: Alternatives féminines pour la négociation de la paix", qui doit avoir lieu à l'Université Mount St. Vincent à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 5 au 9 juin 1985, j'ai récemment informé les organisateurs de la conférence de notre décision de leur accorder la somme considérable de 150 000 \$.

Le nouvel Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, qui a tenu sa première réunion à Ottawa le 1er octobre, s'est vu accordé par le Parlement des fonds qui passeront de 1,5 million de dollars cette année à 5 millions de dollars dans cinq ans. La contribution de l'Institut, sous forme d'études et de conseils sur des propositions et des mesures précises de contrôle des armements aura pour but de réduire les tensions internationales. Le gouvernement a fourni au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, organisme privé basé à Ottawa, une subvention annuelle de 100 000 \$ afin d'aider le Centre à mener à bien ses activités de recherche et d'information. Le Canada verse aussi cette année 100 000 \$ à la Campagne mondiale pour le désarmement des Nations Unies, contribuant de la sorte à faire mieux connaître de par le monde les questions liées au contrôle des armements et au désarmement.